Document generated on 07/18/2025 9:34 p.m.

Relations

Livres

Number 769, December 2013

La promesse du don

URI: https://id.erudit.org/iderudit/70704ac

See table of contents

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)
1929-3097 (digital)

Explore this journal

Cite this review

(2013). Review of [Livres]. *Relations*, (769), 40–42.

Tous droits réservés © Relations, 2013

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

UN RÉPUBLICANISME PROPRE AU QUÉBEC?

Marc Chevrier
LA RÉPUBLIQUE QUÉBÉCOISE. HOMMAGES À UNE IDÉE SUSPECTE
Montréal, Boréal, 2012, 454 p.

Si l'on peut déplorer la fâcheuse habitude qu'ont certains intellectuels et politiciens québécois à vouloir importer tel quel le modèle républicain français, on ne peut accuser Marc Chevrier d'en faire partie. Son ouvrage baroque – tant par l'aspect dense et fouillé de son contenu que par son style maniéré – est en effet porté par une volonté manifeste de développer une pensée politique républicaine proprement québécoise, enracinée dans l'histoire du Québec.

En fait foi, notamment, le long chapitre consacré à la Nouvelle-France dans la première partie du livre. Évitant la polarisation habituelle entre l'école de Montréal et celle de Québec sur l'interprétation à donner à la Conquête britannique, l'auteur propose plutôt de voir dans le choc entre le monde européen inégalitaire duquel provenaient les colons français et l'univers amérindien, l'émergence d'une nouvelle représentation de la liberté qui se rapproche de l'idéal républicain.

L'auteur effectue ensuite un survol des nombreux « sursauts civiques » de l'histoire du Québec, des insurrections patriotes de 1837-1838 jusqu'à la Révolution tranquille en passant par les deux référendums sur la souveraineté. S'il voit poindre un idéal républicain plus ou moins assumé, selon le cas, dans chacun de ces sursauts, il ne peut que constater l'échec d'une fondation où le peuple aurait proclamé sa souveraineté dans une constitution républicaine – un moment sans cesse repoussé tant au Québec qu'au Canada.

Prenant acte des échecs référendaires de 1981 et 1995, Chevrier se propose dès lors d'esquisser les contours d'une démarche vers la fondation d'une république québécoise, que son avenir soit à l'intérieur ou à l'extérieur du Canada. Cette démarche, qui passe par l'adoption d'une constitution pour le Québec, aurait plusieurs avantages selon l'auteur. Elle permettrait d'organiser le droit politique québécois, de cristalliser un projet de réforme démocratique, d'actualiser la souveraineté populaire, de clarifier les valeurs communes (notamment en consolidant l'idée de culture publique commune) et de doter les citoyens d'un outil de pédagogie politique.

Outre ces avantages au plan de la politique intérieure, l'adoption d'une constitution québécoise aurait aussi celui de redonner au Québec l'initiative en matière constitutionnelle, qu'il a en quelque sorte abandonnée depuis l'échec référendaire de 1995. En adoptant une constitution républicaine au sein d'un Canada monarchiste, le Québec placerait Ottawa devant la nécessité d'adapter son cadre constitutionnel en conséquence. En cas de refus, le Québec aurait alors en sa constitution une solide base sur laquelle proclamer son indépendance. Cette démarche, dont Chevrier expose sommairement les différentes possibilités, connaît d'ailleurs un regain d'intérêt depuis quelques temps au sein de certains cercles indépendantistes, surtout intellectuels, mais aussi militants.

On sent, au cœur de cet ouvrage, la volonté assumée de libérer le nationalisme québécois de la stricte défense d'un « substrat identitaire soudé jadis par la foi, aujourd'hui par la langue et par une manière d'être » particulière (p. 281), pour l'ancrer plutôt dans un projet civique tributaire d'un héritage républicain à revisiter. Toutefois, certaines questions importantes restent en plan et devront être approfondies dans les discussions qui se tissent déjà autour de ce livre. Pour n'en nommer qu'une des plus fondamentales, la place des Autochtones dans une éventuelle république québécoise est totalement absente. Pourtant, dans la première partie de l'ouvrage, l'auteur va jusqu'à voir dans la Grande Paix de Montréal, signée en 1701 entre le régime français et les nations autochtones, l'esprit d'un pacte confédéral qui aurait pu « souder la constitution d'une République des républiques » (p. 166). Or, une pensée républicaine ancrée dans l'histoire du Québec ne saurait faire l'économie d'une réflexion sur le rôle que doivent jouer les Premières nations dans l'élaboration d'un agencement institutionnel qui serait propre à l'État que nous voulons voir naître. Notre identité est trop redevable des relations que nous avons entretenues avec elles, tout au long de notre histoire, pour que nous puissions les tenir à l'écart d'un projet politique aussi fondamental.

EMILIANO ARPIN-SIMONETTI

AU CŒUR DU CONFLIT SOUDANAIS

Guillaume Lavallée
DANS LE VENTRE DU SOUDAN
Montréal, Mémoire d'encrier, 2012, 270 p.

Cet ouvrage nous permet de remonter le fil des évènements ayant précédé l'indépendance du Soudan du Sud. Il nous plonge au cœur des tribulations ayant ponctué les mois précédant l'indépendance de ce pays, en janvier 2011. La population sud-soudanaise a voté à 98,8 % pour la sécession lors de ce référendum historique. Près de quatre millions d'électeurs s'étaient inscrits à ce scrutin, pour une population d'environ huit millions d'habitants. Le référendum était un élément-clé d'un accord de paix de 2005, qui avait mis fin à deux décennies de guerre civile entre le gouvernement de Khartoum, la capitale soudanaise, et les rebelles du Sud.

Le journaliste Guillaume Lavallée connaît visiblement bien l'actualité politique récente du Soudan. Il faut dire qu'il a été correspondant de l'Agence France-Presse dans ce pays, où il s'est installé à Khartoum en 2009 pour couvrir et témoigner des conséquences du mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale contre le président Omar El-Béchir.

Si les médias ne cessent de parler de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité, de génocide au Darfour, ils fournissent toutefois peu d'analyses de fond permettant de mieux décrypter ces réalités complexes et les multiples enjeux géopolitiques sous-jacents au conflit soudanais (voir M. Idir, «Soudan du Sud: la naissance d'un nouvel État», *Relations*, nº 753, décembre 2011). Ce livre fait donc œuvre utile, surtout que la grande majorité des publications portant sur ce sujet sont de langue anglaise. L'auteur fournit ainsi au public québécois une analyse plus élaborée que celle qu'il était astreint à produire dans le cadre plus limitatif des dépêches d'agences de presse.

La somme d'informations distillée dans ce livre permet notamment de comprendre la rationalité des acteurs pour qui la violence est un levier politique important, qu'il s'agisse desdites milices proches de l'armée nordiste, des rebelles sudistes, voire des rebelles de la région du Darfour. Elle permet aussi de saisir les interstices d'un conflit qui confinera de larges pans de la population à des conditions de dénuement. Le journaliste les raconte dans un style littéraire et une langue qui nous permettent de déceler un regard à la fois aguerri, mais aussi sensible et très au fait des codes culturels locaux.

Les péripéties et rencontres qui ponctuent l'ouvrage permettent de mieux prendre la mesure de ce qu'exige une couverture journalistique en zone de guerre. Elles fournissent de plus à l'auteur le prétexte idoine pour faire une sorte de sociologie du conflit armé. Des témoignages font entendre la voix des populations locales qui expriment leur exaspération et décrient le sort qui leur est dévolu malgré la manne pétrolière. Sans oublier l'enjeu de l'eau dans la région.

La lecture nous plonge aussi au cœur d'enjeux post-référendaires, notamment le sort des populations originaires du sud habitant au nord et le difficile choix qu'elles doivent faire au terme de la naissance du nouvel État au sud. L'auteur aborde cet enjeu tout en nous introduisant à la réalité du phénomène migratoire qui caractérise le vécu de ces personnes.

En tant que nouvel État, un des défis auquel est confronté le Soudan du Sud est le recrutement et la formation de cadres et de fonctionnaires. À cet égard, l'auteur n'hésite pas à critiquer la forte présence d'ONG et d'organismes d'aide internationale dans le pays, qui risque de miner la construction de l'État naissant et la capacité de celui-ci à résister aux pressions des intérêts étrangers.

Comme la population du pays est caractérisée par une très grande diversité, l'État devra aussi veiller à ce que ses diverses composantes soient intégrées dans ses institutions. Le livre nous introduit subtilement à ces enjeux par le biais de témoignages et de récits de rencontres, mais aussi par des rappels historiques: cela permet d'aller au-delà des simplismes que charrient trop souvent les lectures ethnicistes des conflits.

MOULOUD IDIR

HOLLYWOOD PEUT-IL ÊTRE SUBVERSIF?

Claude Vaillancourt
HOLLYWOOD ET LA POLITIQUE
Montréal, Écosociété, 2012, 164 p.

Hollywood traîne la réputation d'être une industrie vouée à la production de marchandises culturelles de consommation rapide, d'abord destinées au divertissement innocent de ses myriades de spectateurs. Pourtant, le cinéma hollywoodien met souvent en scène des récits historiques de guerres, d'espionnage, de diplomatie, de luttes sociales et de crises humanitaires... On pourrait donc s'étonner, nous dit l'essayiste Claude Vaillancourt, que tant de films issus de cette usine à rêves abordent des sujets sociaux et politiques sérieux, et bien réels. Mais que disent les films hollywoodiens lorsqu'ils causent politique et société? Dans un style clair et avec une visée nettement pédagogique, cet ouvrage se donne pour tâche de proposer au lecteur un survol raisonné des différentes options idéologiques qu'empruntent les films concernés par la chose publique, dans un éventail allant de l'inénarrable conservatisme d'un *Rocky IV* à l'intransigeance critique de *Silver City,* en passant par l'ironie caustique de *Bowling for Columbine.* Le résultat de l'exercice est un essai qui encourage à voir et à revoir ces films, en nous interrogeant mieux sur ce qu'ils ont à nous dire.

En deux chapitres offrant une présentation bien ramassée du mode de production hollywoodien d'hier et d'aujourd'hui, Claude Vaillancourt pose d'emblée que ces films sont produits dans un milieu où les impératifs de rentabilité commerciale ont un double effet: d'une part, ils restreignent tout élan de liberté artistique trop contestataire, mais ils peuvent, d'autre part, encourager l'originalité créative de certains auteurs, comme une promesse de renouvellement de l'offre commerciale. Entre ces deux pôles, les films étudiés par l'auteur seront donc rangés en trois grandes catégories: *Le cinéma du statu quo,* éminemment conservateur; *le cinéma du questionnement,* où les films dénoncent des travers ponctuels de la société, sans oser en pointer les causes plus fondamentales; et *le cinéma subversif,* petite minorité d'œuvres à la posture critique nettement plus courageuse et moins mitigée, florissant notamment dans le domaine du documentaire.

Dans un exposé qui ne prétend pas être systémique – et encore moins exhaustif – mais où abondent les exemples de films connus et moins connus, chacune de ces trois postures de base est raffinée en sous-catégories, dont les intitulés pourront parfois

paraître étonnants à qui s'attendrait à ne voir traités que des films à sujets spécifiquement politiques. Par exemple, «le film catastrophe» (*Armageddon*, parmi d'autres) est présenté comme un avatar du cinéma du statu quo, où s'exprime le respect de l'ordre social établi; et «le charme discret de la banlieue» traite de certaines des caractéristiques du cinéma du questionnement dans un étrange quasi-genre rassemblant des films prenant pour décor ce chromo emblématique de l'*American way of life* qu'est la banlieue.

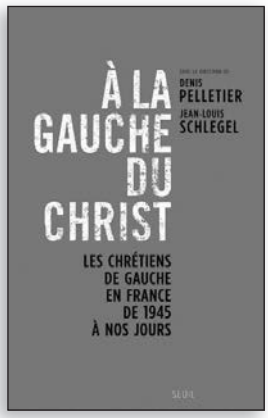
Ainsi, la question cardinale de cet essai – qui annonce qu'il «sera important de se limiter [...] à des films qui abordent clairement des questions sociales et politiques» (p. 31-32) et qui pourrait se résumer à demander *ce que dit Hollywood sur la politique et la société*– s'inverse plusieurs fois au fil du propos pour devenir une interrogation quant à *ce que l'on peut dire en termes politiques sur les films hollywoodiens,* thématique peut-être plus classique dans les études sur le cinéma. Et si cette hésitation peut sembler trahir une légère difficulté à bien cerner l'objet de l'étude, on se dit aussi qu'*Hollywood et la politique* file tout au long de ses pages, du fait même de cette hésitation, une réflexion riche et vivante sur la définition de ce qu'il convient de considérer comme pertinemment politique dans l'art et la culture.

SÉBASTIEN BAGE

HISTOIRE DE LA GAUCHE CHRÉTIENNE

Denis Pelletier et
Jean-Louis Schlegel (dir.)
À LA GAUCHE DU CHRIST. LES CHRÉTIENS DE GAUCHE EN FRANCE DE 1945 À NOS JOURS
Paris, Éditions du Seuil, 2012, 614 p.

Ce recueil d'articles, écrits en grande partie par des historiens, traite des engagements de la gauche chrétienne



(catholique et protestante) en France depuis la Deuxième Guerre mondiale en trois grandes périodes: de 1944 à 1962, quand la mémoire de la résistance marquait les luttes sociales de la gauche; de 1962 à 1981, quand le concile Vatican II et la contestation des jeunes (Mai 68) animaient la gauche chrétienne; et de 1981 à aujourd'hui, période où la gauche est affaiblie par la montée de la culture néolibérale. Ce qui préoccupe les auteurs, ce sont les engagements des chrétiens de gauche, les groupes qu'ils forment, les organisations qu'ils constituent, les revues et les bulletins qu'ils publient, les grands rassemblements qu'ils organisent, leurs relations à des partis politiques de gauche et la pensée religieuse qui les anime. Les auteurs s'intéressent aussi aux théologiens qui ont eu de l'influence auprès de ces mouvements.

Plusieurs exposés rapportent les réactions des catholiques de gauche à des phénomènes ou événements contemporains, comme la guerre d'Algérie, les crises dans le syndicalisme, la contestation de mai 1968, les partis politiques marxistes, l'essor du féminisme, le projet de l'autogestion, le Parti socialiste sous François Mitterand, l'arrivée de la «deuxième gauche», ou encore la montée du tiers-mondisme.

Les lecteurs québécois liront avec grand intérêt bon nombre de ces articles, car ils y verront des parallèles entre les mouvements du christianisme français et des courants de l'Église québécoise. Une bonne table des matières permet d'ailleurs au lecteur d'orienter sa lecture vers les sujets qui lui sont plus familiers. La publication de ce livre français nous fait toutefois prendre conscience que l'histoire de la gauche catholique au Québec reste à écrire.

Ce que ce livre raconte, c'est aussi l'histoire de l'essor et du déclin des mouvements liés à la gauche chrétienne en France. Dans son article, Yvon Tranvouez estime que, dans les années 1970, entre 20 000 et 25 000 catholiques et protestants s'identifiaient à la gauche chrétienne. Il arrive à ces chiffres en examinant les listes de personnes abonnées à des revues et des bulletins publiés par les groupes chrétiens de gauche à travers tout le pays. Il tient également compte de la participation à de grandes réunions annuelles tenues par ces groupes.

La même méthode de recherche est utilisée vers la fin du livre par Jean-Louis Schlegel pour démontrer le déclin rapide de la gauche chrétienne à partir des années 1980. Réagissant au courant conservateur appuyé par Jean-Paul II, surtout dans la deuxième partie de son pontificat, plusieurs groupes catholiques de gauche ont adopté des positions extrêmes, parfois hostiles à l'Église, se coupant de la tradition catholique et de la vie spirituelle qu'elle véhicule. Mais le déclin de la gauche chrétienne est aussi lié à la déchéance du marxisme, à la mondialisation du néolibéralisme et à un nouvel individualisme.

La conclusion, écrite par Jean-Louis Schlegel, qui a codirigé la publication, interprète l'émergence de la gauche chrétienne comme une parenthèse dans le catholicisme, un mouvement de courte durée qui n'a rien changé à l'Église. Selon moi, Schlegel se trompe. Corrigeant l'interprétation individualiste de l'Évangile, la gauche chrétienne a privilégié sa dimension sociale, son appel à l'engagement social pour la justice, la paix et les droits humains. Une dimension aujourd'hui reconnue dans des textes du magistère, même si celui-ci la met rarement en pratique.

GREGORY BAUM